

AVIS.

Notre agent M. Dorion, collectera lundi prochain, et les jours suivants, dans les quartiers St. Joseph, St. Antoine et St. Laurent.

Nous avons besoin des Nos. 8, 9, 10, 11, 33, 34, 35, 36 et 37 de la 1ère année de l'Opinion Publique.

Ceux de nos abonnés qui désirent vendre leur série de l'Opinion Publique de l'année dernière, trouveront à les placer en s'adressant au bureau de l'administration, No. 1, Côte de la Place d'Armes.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 13 AVRIL, 1871.

A TRAVERS LE "TIMES."

C'en est fait du Traité de Paris. Le Times annonce cet événement comme un triomphe pour l'Angleterre. La mer Noire n'est plus une mer fermée aux vaisseaux de guerre. La Russie et la Turquie peuvent maintenant s'y ruiner en constructions navales les plus destructives et les plus coûteuses pour s'y surveiller l'une et l'autre. La France, épuisée, et qui cherche partout des sympathies et des amitiés, a signé l'abrogation de la principale partie du Traité de 1856; l'Angleterre bat des mains parce qu'elle a évité une guerre terrible, et elle cache son humiliation, ou pense la cacher, en affirmant que le sultan reste avec des garanties suffisantes: le Bosphore et les Dardanelles, fleuves intérieurs de son empire, seront désormais plus libres de recevoir les bâtiments de guerre amis. Mais ce n'est pas pour ce pitoyable privilège que la France et l'Angleterre avaient fait la guerre de la Crimée. Le colosse du Nord se trouve donc plus dégagé dans ses mouvements et peut désormais se créer une marine.

Disraéli a vu ce péril, Gladstone s'en est moqué. L'histoire nous dira, et peut être trop tôt, lequel des deux a compris les véritables intérêts de l'Angleterre.

Une satire fort spirituelle représentait tout dernièrement cinq gamins à l'école de mère *Europa*. Ces cinq gamins figuraient la Russie, l'Autriche, la Prusse, la France et l'Angleterre. On y voyait la France éborgnée et volée par le petit Guillaume (la Prusse), grâce à la lâcheté de John (l'Angleterre). Il est mieux de remarquer de suite que c'est un Anglais qui a fait ce travail, vendu à cent trente mille exemplaires, et dont les bénéfices devaient être consacrés aux blessés français. Sans cette révélation, nos lecteurs ne nous croiraient peut-être pas. Donc mère *Europa* tance vertement le petit John pour s'être amusé et avoir trop cultivé son jardin (le commerce anglais), pendant que son plus fidèle allié, Louis (la France), se faisait massacrer par le gamin Guillaume (lisez Moltke et Bismark). L'excuse, quel écolier n'en a pas?—que donne ce petit John est superbe. Il se dit neutre et impartial, et ne veut ni peut intervenir entre les deux, parce qu'il fait des affaires avec eux.

Cette caricature nous revient forcément à l'esprit à propos du budget des Indes anglaises, exposé à Calcutta, devant le grand conseil, au commencement de mars dernier, que le Times critique avec une poignante amertume. Et il y a de quoi. Sur un revenu de cinquante millions de louis sterling, huit millions seulement proviennent du commerce d'opium. Ces huit millions prélevés sur la vente du poison, sur le commerce de la vie, sont une misère pour le Times; il gourmande le conseil des Indes de ne pouvoir tirer plus de cette exploitation. C'est fort pratique.

Le mariage du marquis de Lorne à la princesse Louise suggère au Times des sentiments plus élevés que n'en lui avait inspiré le budget des Indes:

"Aujourd'hui (21 mars), dit-il, un rayon de bonheur va réjouir tous les toits de cette Isle et pénétrer nécessairement partout, même là où l'on n'est guère accoutumé à entendre parler de joie. Une fille du peuple, dans le sens le plus vrai du mot, doit être mariée à l'un des nôtres. La mère est la nôtre et la fille est aussi la nôtre. Nous honorons la Reine et nous lui obéissons; nous la couronnons et lui rendons hommage; nous prions pour elle, nous travaillons pour elle et nous nous battons pour elle; nous l'acceptons comme la dispensatrice des bienfaits et des faveurs, des dignités et des honneurs; nous partageons ses joies et nous nous réjouissons de ses consolations. Elle est maintenant le seul chef, en veuvage, d'une nombreuse famille qui occupe comme elle le mérite certainement, la place la plus préminente et la plus constante, aux yeux de tous, que toute autre famille ne peut le faire en dehors du cercle domestique de chacun. Nous sentons tous, et il y a, en vérité, de forts motifs pour cela, que pour le bien comme pour le mal, pour notre "bonheur" comme pour notre "malheur," toutes nos destinées sont intimement liées à celles de la dynastie à laquelle la Providence nous a confiés depuis tant de siècles. Nous avons, certes, de bonnes raisons de remercier le Ciel d'avoir ici, pendant que partout ailleurs sont battus en brèche tous les principes sociaux les plus respectables et les plus forts, une royauté qui s'exerce sous la forme la plus douce, la plus sage et la moins prétentieuse. Cette royauté nous offre le symbole de l'union, le type de la vie de famille, l'exemple de la résignation devant les décrets de l'Eternelle Sagesse et de la soumission aux lois humaines....."

Ce tableau de la royauté en Angleterre est non-seulement touchant, mais il est fidèle. On peut dire beaucoup de mal de la fière "Albion," on peut lui reprocher amèrement son égoïsme, son esprit trop mercantile; mais il n'en faut pas moins reconnaître qu'un peuple qui peut se vanter d'avoir un tel gouvernement, qui a su avoir assez d'intelligence, de patriotisme, de respect de l'autorité et de sens politique pour combiner et concilier les droits d'une monarchie tempérée avec les intérêts de la démocratie, est certainement l'un des plus sages comme des plus grands peuples du monde. Tout est menacé, tout s'écroule en Europe; les utopies les plus dangereuses, les doctrines les plus fausses ont enfiévré les populations, qui s'y entre-déchirent déjà. C'est justement le temps que choisit la royauté anglaise pour donner au peuple anglais un nouveau gage de son dévouement et de son amour en consentant à une alliance entre un fils du peuple et une fille de la Reine, Princesse qui, suivant l'heureuse expression du Times, mérite le titre de fille du peuple. D'après ce que l'on connaît de sa générosité et de sa charité angélique, elle mériterait également le titre de "fille des pauvres."

Les débats sur le Bill de l'armée ont été longs et le gouvernement a fini par l'emporter. Le résultat de la nouvelle organisation, préparée par le ministre de la guerre se voit dans les chiffres suivants, donnés par Gladstone lui-même: l'armée régulière, en Angleterre seulement, va être portée à 108,000 hommes, comme force permanente, avec 336 canons; ce nombre de canons sera plus tard de 408, ce qui peut être considéré comme une artillerie suffisante, même pour une armée de 150,000 hommes. La milice est augmentée de 53,000 hommes, et des exercices plus longs et plus efficaces seront donnés aux volontaires. Les nouveaux forts seront munis de canons de la plus longue portée et un service de torpilles sera créé pour la défense des ports et des arsenaux. L'engagement des nouvelles recrues sera effectué de façon à porter l'armée de réserve à au-delà de 80,000 hommes dans sept ans et à plus du double de cet effectif dans 12 ans. Enfin, la nouvelle organisation est telle, dans toutes ses parties, qu'elle donnera bientôt à l'Angleterre une force de 400,000 hommes bien armés et bien disciplinés, comme armée de réserve seulement, sans compter l'armée en service actif, la milice incorporée et certains corps de volontaires en efficacité de service. Le Times a raison d'ajouter qu'avec cela l'Angleterre pourra passer pour une nation armée, et ne sera plus exposée au reproche et au déshonneur de n'être jamais prête dans les grandes éventualités qui appellent son concours indispensable.

Une chose qui ne fera jamais mourir le Times, c'est l'abus des principes, la trop grande pratique de la consistance. On connaît l'histoire de ses mille variations. Sa conduite durant la dernière guerre l'a de nouveau posé comme le modèle de l'inconstance. Certains journaux fort respectables, en Angleterre, aux Etats-Unis et en France, ont même affirmé que le rusé Bismark avait retenu ses services durant la récente guerre. Il nous est fort difficile de nous prononcer sur ces accusations. S'il était vendu à la Prusse, il a admirablement joué son rôle. Il avait des correspondants dans tous les camps et dans tous les corps d'armée importants. Ces correspondants donnaient un récit des plus fidèles de chacun des moindres mouvements de ces armées, tandis que les éditoriaux du journal penchaient toujours pour la Prusse. Quand il fut devenu clair comme le jour que la France s'en allait à l'anéantissement, le Times modifia ses opinions et fit voir que ça ne lui allait plus. C'était le temps où l'opinion anglaise se manifestait énergiquement pour empêcher la ruine complète de la France. Au fond, le Times et le sentiment public anglais étaient peut-être d'accord: on désirait l'affaiblissement, peut-être même l'amoindrissement de la France. On n'avait jamais compté sur une désorganisation complète, sur un effacement en perspective. Quant on vit que Paris ne pouvait plus tenir et que toutes les armées françaises étaient ou détruites ou prisonnières, on sentit le danger et les intérêts firent maître les sympathies. L'Angleterre avait un peu besoin de la France: de là revirement d'opinion et de sentiments. Le Times ne put résister à l'envie de subir un changement aussi naturel.

Donc, l'un des derniers numéros du grand journal fait un contraste entre la réception faite au pieux Guillaume à Berlin, à son retour de France, et la démonstration dont Napoléon III a été l'objet à Douvres, en route pour Chiselhurst. Les Berlinoisis ont fait une assez jolie ovation au nouvel Empereur d'Allemagne; ils ont crié: *hourra!* sur son passage, et le soir grand nombre de lampes ont été allumées dans les résidences des partisans acharnés de la *chou-croute*.

Le Times trouve ça bien, beau même. Il était difficile à ces pauvres Allemands de faire plus: ils ont payé cher

leur triomphe sur la France; ils ont laissé là grand nombre de frères d'armes, les uns prisonniers, les autres dormant dans la nuit du tombeau. Que de veuves, d'orphelins, de mères et de sœurs pleurant leur fils et leur frère! Il convenait évidemment aux Allemands d'être sobres et décents dans leur triomphe. Sans compter que si on en croit certaines rumeurs, ces braves Teutons vont maintenant demander à leur maître une liberté qu'ils craignent un peu ne pouvoir obtenir de sitôt.

A Douvres, les exilés français ont fait à Napoléon une véritable ovation, une ovation telle qu'en reçoit assez rarement le plus glorieux vainqueur. L'impératrice a chaleureusement embrassé son malheureux époux et le prince impérial a également caressé son noble père. La grande infortune du père, les larmes de la mère, cette touchante scène de famille a ému et électrisé toute l'assistance, et le cortège impérial fut plutôt porté par la foule qu'il ne put marcher. Des cris enthousiastes s'échappaient de toutes les poitrines, et Napoléon, descendu du trône, dans l'exil, banni d'une nation qui lui renvoie toutes ses fautes et tous ses crimes, n'eût jamais, au faite des grandeurs, un accueil aussi sympathique, aussi cordial.

Le pire de tout cela, c'est que le maire de Douvres, un Anglais pur sang, présenta à l'ex-empereur une adresse magnifique où, évoquant le souvenir d'un voyage fait par Louis Napoléon, alors empereur des Français, il y a 15 ans, il reçut du peuple anglais, sur la même plage, des témoignages flatteurs de l'amitié du peuple anglais pour l'allié le plus fidèle de l'Angleterre. Napoléon, aujourd'hui tombé, devait compter, ajoutait ce bon maire, sur l'hospitalité la plus généreuse de l'Angleterre, qui ne pouvait oublier les services de son alliance désintéressée.

Cette réception embête un peu le Times, qui la trouve trop bruyante et a diablement peur qu'elle ne trouble le sommeil de ce si magnanime Guillaume. C'est toujours le gamin John qui tremble d'indisposer ceux avec qui il fait commerce.

J. A. MOUSSEAU.

ELECTIONS.

M. John Pratt doit disputer à Sir Georges le mandat pour la Chambre des Communes aux prochaines élections.

Un parti nombreux et puissant d'hommes d'affaires et d'ouvriers pose la candidature de l'échevin David pour la Chambre locale dans Montréal-Est *envers et contre tous*.

On croit que les distinctions politiques doivent s'effacer devant ce qu'il a fait et devant ce qu'il ferait à l'avenir pour la division Est de Montréal. Ce ne serait donc pas une candidature politique.

Le bruit court que l'hon. M. Chauveau serait nommé sénateur à la place de M. Panet qui se retirerait, et remplacerait M. Cauchon comme Président du Sénat.

La nouvelle demande confirmation.

On dit que M. Téléphore Fournier se portera candidat à Montmagny pour la Chambre locale. M. Blais serait décidé à se retirer.

Il paraît qu'il n'a jamais été question de M. Brousseau comme conseiller législatif; que la nomination est promise à l'hon. M. Duchesnay, qui n'aurait fait qu'échanger son siège au Sénat pour un siège au Conseil législatif.

M. Curran dont nous parlions il y a quelques jours, doit se présenter dans la division Ouest de Montréal.

Les électeurs du comté de Beauharnois disent qu'ils n'ont rien de mieux que M. Bergevin pour la Chambre locale. Voilà des gens modestes!

Dans le comté de Laprairie, les candidats commencent à tâter le terrain. M. Varin, qui jouit dans ce comté d'une grande influence et qui serait élu si facilement s'il voulait se présenter, attend les événements.

Le procureur-général, M. Ouimet, va être obligé de faire la lutte contre M. Daoust des Deux-Montagnes, qui veut avoir les deux mandats sur le principe qu'il en a besoin, à moins que le député pour la Chambre locale promette de lui donner son salaire. Et les électeurs de ce comté sont prêts, dit-on, à lui accorder tout ce qu'il voudra!

BONNE NOUVELLE.

Nous apprenons qu'un jeune homme du nom de Guilmeau, Français d'origine, demeurant à St. Lin depuis quelque temps, vient d'hériter de l'un de ses oncles, ancien résident de la Nouvelle-Orléans, qui est mort dernièrement, laissant à son neveu une fortune d'un million et demi.

Nous apprenons avec plaisir que M. Guilmeau a l'intention de se fixer permanentement en Canada, probablement à Terrebonne, où il se propose d'acheter la magnifique propriété de feu M. John McKenzie, où il bâtera une résidence princière.

Nous ne connaissons pas ce monsieur, mais nous croyons devoir nous féliciter de son établissement parmi nous. Quel bien un homme entreprenant et libéral peut faire avec une pareille fortune dans la ville ou la campagne où il fixe sa résidence!